

Brochure n° 3184

Convention collective nationale

IDCC : 2075. – **ŒUFS ET INDUSTRIES
EN PRODUITS D'ŒUFS**
**(Centres de conditionnement,
de commercialisation et de transformation)**

ACCORD DU 5 JUIN 2008
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2008

NOR : *ASET0850960M*
IDCC : 2075

Entre :

Le syndicat national des industries des professionnels de l'œuf (SNIPO),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord national est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs, tels qu'il est défini par l'article 1.1 de la convention collective.

Article 2

Barème des salaires minima conventionnels pour une durée de travail à temps plein

Le barème des salaires mensuels et annuels minima est applicable pour une durée mensuelle du travail de 151,67 heures ou sa durée annuelle équivalente.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MINIMUM MENSUEL au 1 ^{er} mai 2008 arrondi au chiffre entier supérieur	SALAIRE ANNUEL MINIMUM applicable pour 2008 arrondi au chiffre entier supérieur
I	1	1 280	16 515
	2	1 287	16 606
	3	1 301	16 783
II	1	1 309	16 887
	2	1 318	17 004
	3	1 331	17 173
III	1	1 339	17 273
	2	1 348	17 390
	3	1 368	17 650
IV	1	1 385	17 867
	2	1 396	18 010
	3	1 412	18 218
V	1	1 481	19 106
	2	1 508	19 457
	3	1 548	19 973
VI	1	1 593	20 553
	2	1 639	21 147
	3	1 707	22 022
VII	1	1 820	23 483
	2	1 935	24 965
	3	2 046	26 399
VIII	1	2 274	29 337
	2	2 501	32 266
	3	2 840	36 643

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MINIMUM MENSUEL au 1 ^{er} mai 2008 arrondi au chiffre entier supérieur	SALAIRE ANNUEL MINIMUM applicable pour 2008 arrondi au chiffre entier supérieur
IX	1	3 407	43 958
	2	3 746	48 330
	3	4 201	54 202

Les niveaux I à IV correspondent à la catégorie « employés-ouvriers ».

Les niveaux V à VI correspondent à la catégorie « agents de maîtrise ».

Les niveaux VII à IX correspondent à la catégorie « cadres ».

Il est rappelé qu'en cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, de changement d'échelon ou de travail à temps partiel, le salaire annuel minimum est calculé au prorata (ainsi que le salaire minimum mensuel en cas de travail à temps partiel).

Article 3

Calcul du salaire annuel minimum

Il est rappelé que le salaire annuel minimal résultant de la classification comporte tous les éléments de rémunération, quelles que soient leur qualification et leur périodicité, à l'exception :

- des majorations diverses prévues par la loi ou la convention collective en raison de circonstances particulières (heures supplémentaires, heures travaillées un jour férié, un dimanche ou de nuit) ;
- du montant de la prime d'ancienneté ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais et ne supportent pas de ce fait les cotisations des régimes sociaux ;
- des sommes issues des accords de participation et d'intéressement qui n'ont pas le caractère de salaire.

En fin d'année civile, une comparaison doit être effectuée entre le montant brut de la rémunération effectivement perçue par chaque salarié et le salaire annuel minimum en prenant en compte les éléments définis précédemment.

Si le montant brut perçu est inférieur au salaire annuel minimum afférent au niveau de classification du salarié, le complément brut de rémunération correspondant est versé à l'intéressé à l'occasion de la première paie de l'année suivante.

Article 4

Clause de revoyure

Il est prévu qu'au cours de la prochaine réunion de la commission paritaire fixée au 20 juin 2008 le thème des salaires soit à nouveau abordé afin de faire le point sur le niveau des salaires minima conventionnels, par rapport notamment à l'évolution du SMIC.

Article 5

Date d'entrée en vigueur. – Durée. – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code du travail à la diligence de l'organisation employeur, sous réserve du droit d'opposition visé à l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera applicable dès sa date de dépôt par les entreprises adhérentes au SNIPO, et dès le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension pour les autres.

Les parties signataires demandent conjointement l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Paris, le 5 juin 2008.

(Suivent les signatures.)